

10 août 2011 | Le Droit

Plus de 70 000 étudiants chiliens manifestent à Santiago

SANTIAGO — Plus de 70 000 personnes ont manifesté hier à Santiago du Chili, des milliers d'autres en province, pour une réforme de l'éducation, nouvelle démonstration de force des étudiants mobilisés depuis trois mois, qui a donné lieu à des heurts sporadiques et 273 arrestations.

La police anti-émeute, usant de lances à eau et de gaz lacrymogènes, s'est confrontée dans l'après-midi à des jeunes en cagoule qui tentaient de se diriger vers la présidence, improvisaient des barricades en enflammant des matériaux de construction, et ont incendié au moins un véhicule.

Tôt hier matin, la police avait aussi dégagé par la force quelques carrefours de la capitale, où des barricades de pneus enflammés avaient été érigées, provoquant des embouteillages à l'heure de pointe.

Au moins 72 personnes ont été arrêtées dans la capitale, 273 à l'échelle du pays, et 23 policiers ont été blessés à Santiago, a indiqué le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla.

Lors de la précédente journée d'action, il y a cinq jours, des heurts plus généralisés avaient conduit à plus de 800 interpellations ; seule une quarantaine d'entre elles avaient été déférées.

Neuvième mobilisation étudiante en trois mois, la « Marche pour l'éducation » d'hier, qui s'est pour l'essentiel déroulée dans le calme, a rassemblé jusqu'à 150 000 personnes, a affirmé Camila Vallejo, une des principales leaders étudiantes. La police a évoqué 70 000 manifestants à Santiago.

Les étudiants et enseignants du Chili réclament de l'État des moyens accrus pour l'enseignement public, le parent pauvre d'un système éducatif à deux vitesses, où la qualité est intimement liée aux ressources économiques.

Agence France-Presse

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Un livrel sur le pupitre

Marjorie Wirzbicki
09 août 2011 04:24

Le principe de l'expérience est simple: on demande à deux classes de 10e année, en Ontario, d'étudier le même roman, les uns en version papier, les autres en version électronique.

On met également à la disposition de cette deuxième classe, la classe-pilote, le livre en format papier, afin que les élèves puissent choisir le format qu'ils préfèrent. Le but? Déterminer si le livrel peut donner le goût de lire à ces élèves, et plus particulièrement aux garçons.

Lors du deuxième Sommet pour la lecture, tenu à la Grande Bibliothèque en janvier dernier, Marie-Josée Berger, doyenne et professeure titulaire à la Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa, a présenté les résultats de cette expérience.

Dans la classe-pilote, les professeurs n'ont pas remarqué de changement dans les attitudes et habitudes de lecture de leurs élèves. Si, au début, l'attrait de la nouveauté avait suscité un engouement pour le livrel, à la fin de l'expérience, plusieurs avaient choisi de le mettre de côté pour reprendre un bon vieux livre papier.

«La technologie est vue comme un loisir, constate Marie-Josée Berger par téléphone. Ces enfants de 10e année n'avaient pas l'habitude de travailler sur ce support, alors quand l'enseignant a commencé à poser des questions de compréhension, le réflexe du livre papier est revenu.»

D'autres expériences de ce type, dans lesquelles on modifierait quelques facteurs, permettraient d'infirmer ou de confirmer ces résultats. Par exemple, on pourrait laisser les élèves découvrir le livrel par eux-mêmes. Une explication approfondie donnée par le professeur pourrait aussi générer une plus forte motivation au sein de la classe.

«Il faudrait aller au-delà des attitudes et voir comment on transforme une technologie de loisir en une technologie d'apprentissage, pas seulement en littératie, mais aussi en sciences ou en mathématiques, estime Mme Berger. Aux États-Unis et en Australie, des études ont montré que le livrel utilisé comme outil d'apprentissage au niveau élémentaire était un succès.»

La différence, donc, par rapport aux petits francophones testés en Ontario, c'est que l'outil avait, dans ces pays, été intégré dès le plus jeune âge comme un support d'enseignement.

Mais ne risque-t-on pas de former une génération de lecteurs numériques qui ne voudront plus entendre parler du papier? Marie-Josée Berger estime plutôt que le livrel peut générer plusieurs types d'élèves, plus ou moins tournés vers la littératie numérique, en fonction, notamment, des ressources «papier» dont ils disposent à la maison pour compléter leur découverte de la lecture.

Ainsi, la technologie, déjà entrée dans le quotidien des élèves, pourrait être la porte par laquelle faire entrer le plaisir de la lecture dans leur vie d'adolescent. Et bien sûr, par la suite, dans leur vie d'adulte.

De l'intérêt de la lecture

Hormis le plaisir du contact des livres et de la littérature, la lecture personnelle est un atout important à glisser dans la poche des élèves. Une plus grande facilité de lecture et de compréhension favorise leurs rendements scolaires et les incite à aborder les lectures imposées à l'école avec moins de réticence.

Problème à l'adolescence, généralement lors de la transition entre le primaire et le secondaire, et en particulier chez les garçons : le temps consacré à la lecture diminue. Ce désintérêt est considéré comme l'un des facteurs du décrochage scolaire.



Métro
Est-ce que le livrel peut donner le goût de lire aux élèves, et plus particulièrement aux garçons?

Métro

L'Université de Waterloo proposera davantage de produits alimentaires de l'Ontario

- Le Fonds de la ceinture de verdure annonce une deuxième série de subventions -

TORONTO, le 9 août 2011 /CNW/ - Les étudiants et le personnel de l'Université de Waterloo pourront maintenant déguster plus de produits alimentaires cultivés localement. Grâce au soutien de la province, le Fonds de la ceinture de verdure contribue à augmenter la quantité de produits alimentaires de l'Ontario servis dans les garderies, les écoles, les universités et les collèges, les hôpitaux ainsi que les institutions publiques de soins de longue durée, dans le cadre du Fonds d'investissement dans le secteur parapublic pour la promotion des produits alimentaires de l'Ontario. Ce programme favorisera la création de liens entre les agriculteurs, les fournisseurs de services alimentaires, les exploitants et les acheteurs, ce qui augmentera la quantité d'aliments locaux consommés et modifiera les pratiques d'approvisionnement. Cette démarche axée sur la collaboration amènera une vague de changements à l'échelle de la province.

Maintenant, encore plus d'aliments locaux seront disponibles dans ces institutions publiques grâce à la deuxième série de subventions annoncées aujourd'hui, lesquelles permettront de financer 15 projets novateurs supplémentaires.

Grâce à la subvention, l'Université de Waterloo va pouvoir augmenter la proportion des produits alimentaires locaux proposés aux étudiants et au personnel. Par des mesures comme de nouveaux choix faisant place aux produits locaux dans les menus et la tenue d'un marché agricole hebdomadaire, les chefs et la direction des services alimentaires contribuent à fournir encore plus de produits alimentaires de l'Ontario.

Des entreprises agricoles de petite et grande taille aux distributeurs du secteur de l'alimentation, le mouvement de promotion de l'alimentation locale gagne toute la chaîne de valeur des produits alimentaires. Jusqu'à maintenant, 27 projets ont été approuvés et commencent à produire des résultats, dont profitent les bénéficiaires de la deuxième série de subventions.

« Lorsque nous achetons des produits de l'Ontario, tout le monde en bénéficie. Nous contribuons à améliorer notre économie, à soutenir nos agriculteurs et à préserver l'environnement. Dans le cadre de ce programme, nous augmentons la quantité d'aliments locaux utilisés dans les cuisines des hôpitaux, des écoles, des garderies et des autres institutions publiques. Les patients et les familles ont ainsi accès à des aliments frais et locaux de l'Ontario. »
- Carol Mitchell, ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales

« Nous aidons l'Université de Waterloo à s'approvisionner dans une plus grande mesure auprès des producteurs et des agriculteurs de l'Ontario, ce qui stimulera notre économie. Grâce à ce projet, plus de produits alimentaires locaux, sains et nutritifs seront servis dans les institutions publiques de la région de Waterloo, ce qui profitera à la collectivité. »
- John Milloy, député provincial pour Kitchener-Centre

« Nous sommes heureux de pouvoir offrir plus de produits alimentaires de l'Ontario à nos étudiants et à notre personnel. La subvention versée par le Fonds de la ceinture de verdure nous permettra de créer des liens avec les distributeurs et les fournisseurs d'aliments locaux, ce qui nous aidera à proposer davantage de produits alimentaires locaux au personnel et aux étudiants. »
- Lee Elkas, directeur des services alimentaires, Université de Waterloo

« La deuxième série de subventions nous permet de découvrir des chefs de file qui apportent un changement systémique afin d'intégrer plus de produits alimentaires de l'Ontario dans les services alimentaires qu'ils fournissent. Parmi ces chefs de file, le secteur de l'éducation prend des initiatives pour sensibiliser les différentes parties à l'importance de consommer des produits alimentaires locaux et pour améliorer les repas servis aux étudiants, au personnel et aux invités. »
- Bill Duron, directeur de programme, Fonds de la ceinture de verdure

Le Fonds de la ceinture de verdure

Le Fonds de la ceinture de verdure est une organisation sœur de la Fondation des amis de la ceinture de verdure. Grâce au financement du gouvernement de l'Ontario, le Fonds contribue à accroître la quantité de produits

alimentaires de l'Ontario qui sont servis dans les garderies, les écoles, les universités et les collèges, ainsi que les hôpitaux et les institutions publiques de soins de longue durée par l'intermédiaire de son programme, le Fonds d'investissement dans le secteur parapublic pour la promotion des produits alimentaires de l'Ontario.

Dans le cadre de ce programme, des subventions sont accordées aux chefs de file de l'industrie des produits alimentaires locaux, aux producteurs, distributeurs et fournisseurs de services alimentaires ainsi qu'aux institutions publiques qui s'efforcent de servir plus d'aliments en provenance de l'Ontario. En aidant à surmonter les difficultés et en soutenant la croissance économique et la durabilité du secteur agricole ontarien, le Fonds sera l'instigateur d'un changement systémique qui permettra d'augmenter de façon permanente la quantité de produits alimentaires locaux dans les institutions publiques de la province. Pour obtenir plus de renseignements sur le programme, veuillez consulter le site <http://bpsinvestmentfund.ca>.

Renseignements:

ou pour fixer une entrevue, veuillez communiquer avec :

Julienne Spence
Responsable des communications
Fonds de la ceinture de verdure
Bureau : 416 960-0001, poste 311
Cell. : 416 795-8892
jspence@greenbeltfund.ca

Melissa Zanette
Conseillère principale, Communications
Bureau de la ministre
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales
Bureau : 416 326-3071
melissa.zanette@ontario.ca

GREENBELT FUND - Renseignements sur cet organisme



Communiqués de presse
(38)



Archives de photos CNW

9 août 2011 | *Le Droit*

ATTAQUE DANS UNE ÉCOLE ISLAMIQUE D'OTTAWA

Un homme de 23 ans a fait des siennes dans une école islamique d'Ottawa, dans la nuit de dimanche à hier, lorsqu'il a aspergé des fidèles au poivre de Cayenne. L'incident s'est produit au lieu de culte de la rue Grenon, vers minuit. Six personnes ont été traitées

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 août 2011 | Le Droit | FRÉDÉRIC DENONCOURT

Burlington se tourne vers le français

Frédéric Denoncourt Le Soleil



ARCHIVES LA PRESSE

La prochaine étape pour que le français gagne du terrain à Burlington sera de convaincre des restaurants d'adopter un menu bilingue.

Alors que le commissaire aux langues officielles s'apprête à passer au crible les services offerts en français à Ottawa, la ville américaine de Burlington, au Vermont, a adopté à l'unanimité, lundi soir, des mesures incitatives afin d'attirer les touristes francophones.

Le but de cette grande séduction? Attirer encore plus de Canadiens francophones dans cette ville frontalière sise à environ deux heures de Montréal.

«L'esprit de la résolution est de reconnaître clairement l'héritage historique francophone de la ville de Burlington. Par cette résolution, nous marquons aussi notre reconnaissance envers le nombre incroyable de Québécois qui aiment notre ville et qui viennent nous visiter. Aujourd'hui, ce que nous disons, c'est que nous devons être encore plus accueillants à votre endroit», indique le conseiller municipal Paul Decelles, qui a présenté la motion.

Au bout du fil, M. Decelles se dit surpris des résultats du vote, la résolution ayant été adoptée par

13 voix contre aucune. «Je m'attendais à ce qu'un ou deux conseillers s'opposent», mais la neutralité affichée par le maire Bob Kiss aura facilité les choses.

Incitation, pas d'obligation

La résolution adoptée, la prochaine étape pour que le français gagne du terrain à Burlington sera de convaincre un ou deux restaurants d'adopter un menu bilingue pour inciter les autres à suivre le bon exemple, continue M. Decelles. «Il suffit d'y aller lentement mais sûrement.»

Le conseiller admet avoir un plan. «Je travaille pour CocaCola et je connais 80 % des propriétaires de restaurants en ville! Et je crois que dès que la presse locale va se mettre à parler de la résolution, il pourra y avoir un effet d'entraînement.» «On pourrait aussi songer à rendre bilingues les enseignes municipales qui doivent être remplacées et encourager fortement nos écoles à mettre l'accent sur la culture française, en particulier la langue», enchaîne M. Decelles.

Le conseiller municipal insiste pour dire que la résolution ne comporte que des mesures incitatives. «Il n'y a rien d'obligatoire.»

M. Decelles assure que les gens se montrent favorables à cette résolution. «Tous les gens à qui j'en ai parlé ont trouvé que c'était une bonne idée.» «Nous allons fortement encourager autant la Ville que les entrepreneurs et la communauté au sens large à faire une plus grande place au français. Le message qu'on veut envoyer, c'est que Burlington s'efforce de devenir bilingue. En espérant que cela attirera encore plus de Québécois.»



Avec

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 août 2011 | Le Droit

« Clients-espions » à Ottawa : Fraser précise

La langue est un sujet délicat dans notre pays et dans notre région. L'Ottawa Citizen a commenté mon projet d'en apprendre sur les expériences que vivent les visiteurs à Ottawa. Toutefois, je ne suis pas d'accord que, ce faisant, j'outrepasse mon mandat. Voici pourquoi.



ARCHIVES, Ledroit

La Loi sur les langues officielles précise que le gouvernement du Canada « s'est engagé à promouvoir le caractère bilingue de la région de la capitale nationale et à encourager les entreprises, les organisations patronales et syndicales, ainsi que les organismes bénévoles canadiens à promouvoir la reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais ».

Mon travail est de m'assurer que le gouvernement respecte ses engagements. Comment peut-il rehausser le caractère bilingue de la région de la capitale nationale sans connaître la situation linguistique de cette dernière ?

Études postsecondaires

Je tiens à préciser certains faits. Nous n'essayons pas de surveiller ou de réglementer le secteur privé. Les propriétaires de commerces ne seront ni nommés, ni critiqués ; et les commerçants ne se verront pas imposer les exigences auxquelles le gouvernement fédéral doit satisfaire. Nous cherchons à recueillir des renseignements sur l'expérience que vivent les personnes visitant la capitale du Canada et nous espérons trouver au sein du secteur privé des pratiques exemplaires dont nous pouvons nous inspirer.

Dans le passé, mes prédécesseurs et moi avons entrepris d'autres projets dans le but de cerner l'état d'une situation avant d'émettre des recommandations, et ces projets ont amorcé un processus de changements.

Par exemple, peu de temps après mon arrivée en poste, nous avons entamé une étude sur les possibilités d'apprentissage en langue seconde dans les établissements d'études postsecondaires canadiens. Pour ce faire, nous avons mené des consultations, effectué un sondage et organisé des groupes de discussion. Puis, nous avons élaboré divers outils à l'intention des universités, des collèges et des futurs étudiants. Il existe davantage de cours et d'outils pédagogiques que je ne le prévoyais, et nous avons pu faire connaître les pratiques exemplaires des différentes institutions. J'ai aussi discuté de ces outils avec les universités et les collèges partout au pays.

De même, au cours de cette période – en fait, un an après que ma prédécesseure Dyane Adam avait soulevé la question pour la première fois –, nous avons entrepris d'en apprendre sur les préparatifs du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. La réaction des médias de Vancouver à la nouvelle que ce projet figurait à notre budget vous est peut-être familière : ce n'était pas de mes affaires, j'outrepassais mon mandat et c'était un gaspillage d'argent. Mais nous avons examiné la préparation des Jeux, lancé une campagne de sensibilisation auprès des institutions fédérales, effectué une étude de suivi et publié un rapport final. L'étude a été un franc succès dont les résultats nous ont mérité les éloges du Grand Témoin de la Francophonie, Pascal Couchepin.

Le rôle d'Ottawa

Quarante ans se sont écoulés depuis que la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a publié son rapport sur Ottawa, dans lequel les commissaires ont relevé que : « la capitale symbolise l'ensemble du pays. Elle devrait exprimer le plus exactement possible les valeurs du pays tout entier, son mode de vie, sa richesse et sa diversité culturelles, ses conceptions sociales et ses aspirations. [...] Il faudrait que les citoyens, de quelque région qu'ils viennent, trouvent dans leur capitale un reflet plus fidèle des traditions du pays et éprouvent de la fierté à s'identifier à elle. »

Depuis, Ottawa a fait des progrès considérables vers cet idéal. Et, dans certains cas, le secteur privé a adopté des pratiques exemplaires. Par exemple, les banques canadiennes font fièrement de la publicité dans les deux langues à Ottawa, ajoutant ainsi à l'espace public bilingue.

Pas que des anecdotes

J'espère que nous trouverons d'autres exemples de pratiques exemplaires mais, malheureusement, les constatations anecdotiques révèlent des faiblesses. Par exemple, lorsque les ministres responsables des Affaires francophones se sont réunis à Ottawa voilà plusieurs années, l'hôtel choisi ne pouvait fournir de menus bilingues. Lorsqu'un important organisme national de langue française a tenu sa réunion générale annuelle dans un autre hôtel d'Ottawa, les délégués n'ont pas pu s'inscrire à l'hôtel en français. Au restaurant, j'ai souvent vu des serveurs bilingues expliquer le menu qui était en anglais seulement à des clients francophones. Ces cas sont-ils des exceptions à la règle ? Ou est-ce toujours ainsi ? Je ne le sais pas, et personne d'autre non plus.

Il y a 10 ans, le gouvernement fédéral a signé une entente de 2,5 millions \$ avec la Ville d'Ottawa afin de l'aider, ainsi que les entreprises locales, en matière de traduction, et il a continué à renouveler cette entente au cours de la décennie. Cela a-t-il été efficace ? Existe-t-il de meilleurs outils ?

Je pose donc de nouveau la question : comment le gouvernement fédéral peut-il respecter son engagement de rehausser le caractère bilingue de la région de la capitale nationale sans connaître la situation linguistique de cette dernière ?

En fait, il est faux que le moins on en sait, le mieux on se porte. Il est difficile de s'améliorer sans connaître l'état de la situation. Comme cela a été le cas lors des Jeux olympiques et de l'étude sur les établissements d'études postsecondaires, j'espère que les données que nous recueillerons aideront Ottawa à mieux accueillir les Canadiens.

10 août 2011 | Le Droit

DES BORNES DE RECHARGE POUR AUTOS ÉLECTRIQUES EN ONTARIO

L'Ontario s'attend à ce que 5 % des véhicules qui sillonnent ses routes soient propulsés à l'électricité d'ici la fin de la décennie et annonce, dès maintenant, son intention d'installer des bornes de recharge à la grandeur de son territoire. Le gouvernement provincial a dévoilé, hier, la création d'un fonds de 80 millions \$ pour inciter le secteur public et l'entreprise privée au développement et à l'investissement dans des projets de bornes de recharge pour véhicules électriques. La province s'engage à fournir des capitaux d'amorçage aux projets qu'elle choisira de financer. « Nous passons à l'étape suivante pour veiller à ce que des bornes de recharge pour véhicules électriques soient au bon endroit pour alimenter la prochaine génération de véhicules », a déclaré le premier ministre Dalton McGuinty. Toyota a récemment arrêté son choix sur Woodstock, en Ontario, pour y assembler une version électrique de son RAV4. L'Ontario dit vouloir aménager des bornes de recharge pour véhicules électriques dans des lieux pratiques pour les automobilistes, de manière à favoriser l'émergence de véhicules non polluants. La province offre déjà des rabais incitatifs de 5000 \$ à 8500 \$ aux propriétaires de voitures électriques.

François Pierre Dufault, LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 août 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER

L'agrile du frêne toucherait Prescott et Russell

Sbgauthier@ledroit.com

Samuel Blais-Gauthier sbgauthier@ledroit.com Correspondant régional-Est ontarien

Après Gatineau puis Ottawa, la région de Prescott et Russell pourrait, elle aussi, être touchée par l'agrile du frêne. C'est la mise en garde qu'a faite l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), hier, à l'endroit des élus locaux.

« Nous avons constaté la présence d'agrides du frêne dans la région de Prescott-Russell », a confirmé Loretta Shields, spécialiste à la protection et biosécurité des végétaux à de l'ACIA.

Un agrile adulte a été découvert dans un piège installé à Wendover, dans l'Est ontarien. Une dizaine de ces pièges ont été tendus dans cette région considérée à haut risque d'infestation.

Mais difficile, dit Mme Shields, d'évaluer la gravité de la situation pour le moment. L'Agence canadienne d'inspection des aliments a intensifié ses recherches dans le secteur. L'étude devrait se poursuivre jusqu'au début du mois de septembre.

La nouvelle n'avait rien de réjouissant, mais rien de trop étonnant non plus, pour Louis Prévost, le directeur de la foresterie aux Comtés unis de Prescott-Russell.

Une question de temps

« Il va y avoir des arbres qui vont mourir. C'est dommage, mais c'était à prévoir. Ce n'était qu'une question de temps avant que l'agrile du frêne remonte jusqu'à Prescott-Russell. Mais le frêne représente seulement une fine proportion de la diversité forestière ici, donc ce n'est pas quelque chose qui va changer le paysage de la région. Ça va avoir moins d'impact qu'à Ottawa, où on a dû abattre des frênes par dizaine au centre-ville », note M. Prévost.

Le secteur a été mis en quarantaine. Des interdictions ont été mises en place empêchant le déplacement de tous produits locaux du frêne, comme les billes, les branches, les copeaux ainsi que les essences de bois de chauffage.



La présence de l'agrile du frêne a été confirmée dans 24 régions de l'Ontario et dans trois du Québec, causant la mort de millions de frênes en Ontario et dans le nord-est des États-Unis, indique l'ACIA.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

10 août 2011 | Le Droit

Le speed dating du travail

Si jeunesse savait, si vieillesse pouvait... ». Pas toujours vrai, ce proverbe. Parce qu'ils sont des milliers de retraités qui, malgré leur âge, peuvent toujours travailler. La Terre n'arrête pas de tourner à 65 ans, les méninges non plus.

Et je ne parle pas uniquement des personnes de 65 ans et plus. Parce qu'on compte de plus en plus de « jeunes » retraités. Des policiers, des pompiers, des infirmières, des fonctionnaires qui ont passé leur carrière au gouvernement fédéral.

J'ai un frère qui, à l'âge 56 ans, a pris sa retraite de la fonction publique en mai dernier. Cinquante-six ans ! Le chanceux...

Mais en bonne santé et toujours jeune de corps et d'esprit, il a accepté de travailler à temps partiel à titre de consultant auprès de jeunes employés du ministère où il a fait carrière. « Je n'étais pas pour rester à la maison à regarder les quatre murs, m'a-t-il confié. Je serais devenu fou. »

Ils sont des centaines, voire des milliers dans la même situation que lui. On les oblige à la retraite, même s'ils préféreraient continuer à travailler et se sentir utile à la société.

Mais ce n'est pas toujours évident de se trouver un emploi à un « certain âge ». Pas facile de convaincre un employeur d'embaucher une personne dite âgée.

Et l'organisme La Relance Outaouais a compris cette problématique. C'est pourquoi La Relance organise une première en Outaouais le mercredi 17 août prochain : le super job dating. Ou le speed dating du travail qui consiste à se trouver un emploi, et non l'âme soeur.

« On entend de plus en plus de gens retraités qui veulent retourner au travail, a expliqué la coordonnatrice de formation de La Relance Outaouais, Lise Tremblay. Il y a aussi un paquet de baby boomers qui arrive à la retraite. Certains de ces gens voudront continuer à travailler.

« Les personnes retraitées ont des compétences et ils ont développé un bon comportement à l'emploi, d'enchaîner Denis Daneau, consultant à La Relance. C'est payant, ça, pour un employeur. Si t'as deux personnes à la retraite qui viennent travailler à temps partiel avec le sourire aux lèvres, c'est mieux d'investir en eux que dans quelqu'un que tu dois constamment pousser dans le dos et qui se présente au travail à reculons. »

Le 17 août prochain, de 17 h à 19 h, une vingtaine d'entreprises de la région attendront les « 50 ans et plus » à la Cabane en Bois Rond (331 boulevard Cité-desJeunes, secteur Hull).

Durant ce « 5 à 7 », les retraités pourront remettre leur curriculum vitae à chacun de ses employeurs et, comme dans le « speed dating », ils auront cinq minutes pour « se vendre ». « Au bout de cinq minutes, une cloche sonne et on change de table pour rencontrer un autre employeur, de préciser Mme Tremblay. En cinq minutes, l'employeur aura une première impression de la personne. Il faut donc savoir « se vendre ». »

Chaque participant aura donc la chance de rencontrer et de se faire valoir auprès des entreprises.

Parmi ces entreprises participantes, on compte Pharmaprix, la compagnie Labatt, Thom Transport, la Ville de Gatineau (brigadiers), les Caisses Desjardins, la Coopérative funéraire Serge Legault, Rona, Réno Dépôt, le Casino du Lac-Leamy, Innovacom, Loblaw, Métro et une poignée d'autres entreprises.

L'entrée à ce job dating est gratuite, mais réservée aux personnes âgées de 50 ans et plus. « C'est une première en Outaouais et j'espère que les gens intéressés ne rateront pas l'occasion, dit Vincent Alary, consultant bénévole à La Relance. C'est une occasion en or pour les gens qui, par exemple, n'ont pas une grosse pension. Ils pourront donc se trouver un emploi qu'ils aiment et qui leur permettra d'économiser un peu pour voyager, pour s'amuser, pour arrondir les fins de mois. Cette soirée job dating est pour toute personne en santé qui est capable de travailler et qui veut travailler », de conclure M. Alary.

Pour de plus amples renseignements : 819-770-6444

Le grand jour

En terminant... Vous vous souvenez de la « demande en mariage » dans ma chronique de la Saint-Valentin, en février ? Quand Nathalie avait demandé par écrit à son Emmanuel de l'épouser ?

Eh bien voici des extraits d'une carte postale reçue hier matin :

« Voilà, nous avons dit « oui » tel que promis au pied du MontBlanc. Une journée magique ! Tu pourras dire, Denis, que l'on a parlé de toi jusqu'en Haute-Savoie. Un beau bonjour à Manon et à toute

l'équipe du Droit !

Toutes mes félicitations et longue vie à vous deux, chers amis.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

School board joins Capital Pride parade

‘Natural extension’ of work with GBLTQ youth, trustee says

BY ALEX WEBER, THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 9, 2011



The Ottawa-Carleton District School Board will be participating in the Capital Pride parade this year, for the first time.

Photograph by: Jana Chytilova, The Ottawa Citizen

OTTAWA — For the first time, a big yellow bus representing the Ottawa-Carleton District School Board will be among the floats and marchers hitting the streets for Ottawa’s Capital Pride parade on Aug. 28.

“It’s a very public way to say our school board’s an open and inclusive school board,” said trustee Donna Blackburn, the driving force behind the board’s participation.

She expects nearly 100 students, staff and parents to volunteer to ride in the bus or to walk beside it and hand out biodegradable pens and OCDSB Frisbees.

Blackburn said the board’s presence in Capital Pride was a “natural extension” of work it had been doing for gay, bisexual, lesbian, transgender and queer (GBLTQ) youth in the school community. She says many high schools already have gay/straight alliance clubs and hold annual Pink Days to raise awareness about bullying and homophobia.

Board chair Jennifer McKenzie said participating was “a demonstration of our commitment to providing a safe and caring environment for students and a culture of acceptance in our schools.”

McKenzie said she had received three e-mails from people upset about the board’s decision, while Blackburn said she had received “nothing but support.”

Doug Saunders, chair of this year's Pride Festival, called the board's decision "fantastic" and said he hoped it would help GBLTQ youth feel supported. "It shows a tremendous amount of support on behalf of the school board ... and will in turn encourage people in the schools to feel more comfortable."

Saunders said the board's participation wasn't the only thing new with Capital Pride.

For the first time Capital Pride is publishing content in both French and English and featuring francophone performers, which Saunders said should bring more people from Gatineau and Montreal.

The parade is also taking a new route, heading down Wellington Street, Bank Street and Laurier Avenue before stopping at Ottawa City Hall. The change means traffic on Wellington can be halted in both directions, which is safer for participants and pedestrians. Saunders said a parade participant was injured last year after he stumbled off a float and had his hand clipped by a passing car.

The Capital Pride Festival runs from Aug. 19 to 28.

aweber@ottawacitizen.com

twitter.com/alxweber

© Copyright (c) The Ottawa Citizen